

SUD éducation 34

Solidaires

L'école n'est pas une entreprise ! L'éducation n'est pas une marchandise !

✉ 23, rue Lakanal 34090 Montpellier @ syndicat@sudeducation34.org ☎ 04 67 02 10 32

Montpellier, le 05 avril 2018

« FAC DE DROIT » DE MONTPELLIER : RÉOUVERTURE EN EAUX TROUBLES

Le Jeudi 22 Mars 2018, suite à la journée de mobilisation pour la défense de la fonction publique et contre l'instauration de la sélection à l'université, une **agression d'une grande violence a eu lieu contre les étudiant-e-s qui occupaient un amphithéâtre de l'UFR Droit et Science Politique de l'Université de Montpellier**. [Une dizaine d'individus cagoulés et armés se sont introduits dans les locaux universitaires afin de tabasser les étudiant-e-s mobilisé-e-s](#). Notre union départementale Solidaires 34 a vigoureusement [dénoncé ces actes dignes des pires nervis fascistes](#).

À la suite de ces événements dramatiques, la présidence de l'Université de Montpellier a décidé, sous la pression de la mobilisation, de prononcer la **fermeture administrative de l'UFR Droit et Science Politique** le vendredi 23 mars à midi. Plusieurs témoignages de victimes de ces violences évoquaient alors la présence d'enseignants parmi les agresseurs, ainsi que l'aide qui leur aurait été apportée pour s'introduire dans les locaux par le doyen de la faculté. Depuis, **le doyen de l'UFR Droit et Science Politique Pétel et le Professeur d'Histoire du droit Coronel de Boissezon ont été suspendus et mis en examen le 28 mars pour le rôle qu'ils auraient joué dans ces violences**.

La fermeture administrative de l'UFR a été maintenue jusqu'au 3 avril au matin. **Ce jour là, la ré-ouverture s'est déroulée dans un climat très tendu**, avec une présence policière très forte et un important dispositif de sécurité. Nous nous étonnons d'ailleurs de l'ampleur de ce dispositif.

Dans ce contexte, SUD éducation 34 réaffirme les points suivants :

- l'UFR Droit et Science Politique n'a pas été « bloquée » contrairement à ce qu'affirme la propagande relayée par l'extrême droite et des militant-e-s du mouvement *En Marche* sur les réseaux sociaux.

- Il est inacceptable qu'un témoin des violences du 22 mars ait été [victime de pressions et d'intimidations de la part de la police](#)

- Il est inacceptable que, tant que la lumière n'a pas été faite sur la totalité de ces événements, des étudiant-e-s soient forcé-e-s de croiser ceux qui ont potentiellement été leurs agresseurs dans les couloirs de l'UFR Droit et Science Politique.

- Nous condamnons [les pressions exercées au sein de l'UFR Droit et Science Politique](#) à l'encontre des étudiant-e-s grévistes ou des enseignant-e-s qui les soutiennent.

- Nous rappelons que l'enjeu de la mobilisation consiste bien à défendre le droit de faire des études supérieures pour les centaines de milliers d'élèves issu-e-s des classes populaires

que [la réforme Parcoursup et l'instauration de la sélection veulent exclure de l'enseignement supérieur.](#)

SUD éducation 34 exige que la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche fasse tout ce qui est en son pouvoir pour permettre à la justice de faire la lumière sur cette agression. De tels actes de violence au sein d'un établissement d'enseignement sont inacceptables. Nous exigeons que l'enquête policière et les procédures judiciaires soient menées et qu'elles aboutissent à l'identification et à la condamnation des auteurs de ces actes brutaux.

Dans l'immédiat, nous exigeons que la Ministre de l'Enseignement supérieur soit particulièrement attentive quant au respect des droits des étudiant-e-s mobilisé-e-s de la Faculté de Droit et soit notamment très vigilante à ce qu'aucun-e ne soit inquiété-e en raison de ses opinions politiques. Cela constituerait en effet une grave entorse au principe d'égalité de traitement qui reste fondamental dans l'ensemble de la Fonction Publique.

SUD éducation 34 appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale et de l'enseignement supérieur à la solidarité avec les étudiant-e-s mobilisé-e-s qui luttent pour le droit de l'ensemble de la jeunesse à faire des études supérieures. Nous appelons les collègues à se mettre en grève et à participer aux manifestations de soutien qui seront organisées.

Plus globalement SUD éducation 34 appelle l'ensemble de la profession à être vigilante et à se dresser pour faire barrage à l'extrême droite, à ses idées et à ses méthodes.